

S4 ép.3 : De la conscience climatique à l'action collective

Éléments saillants

Cet épisode explore les changements climatiques sous divers angles, notamment :

- la façon dont ils sont perçus par le public;
- leurs impacts directs sur l'enseignement et l'apprentissage;
- la mobilisation des syndicats de l'enseignement pour revendiquer de meilleures conditions d'apprentissage en classe.

Cet épisode souligne que nous avons toutes et tous un rôle à jouer pour faire face aux effets des changements climatiques, que ce soit en favorisant la prise de conscience, en adaptant les salles de classe ou en revendiquant de meilleures conditions d'apprentissage et de travail.

L'éducation au service de la Terre (LST) : Les Canadiens face aux changements climatiques et l'éducation

Les sondages nationaux de LST visent à recueillir des données sur la sensibilisation aux changements climatiques, celle-ci étant essentielle pour s'attaquer à cette crise. Les coautrices de ces sondages, Jenn Stevens et Karen Acton, en présentent les principales conclusions dans ce balado.

Le sondage de 2025 indique que 44 % des personnes répondantes ont déjà personnellement ressenti les effets des changements climatiques, tandis qu'une proportion légèrement plus élevée estime que la gravité du phénomène est exagérée.

La vaste majorité (87 %) des personnes répondantes sont prêtes à modifier leurs habitudes personnelles pour contrer les changements climatiques, alors qu'à peine 20 % estiment que les gouvernements gèrent efficacement la crise.

La population canadienne croit fermement qu'il faut sensibiliser les élèves aux changements climatiques avec une approche globale, factuelle et axée sur des solutions, en parlant non seulement de leurs aspects scientifiques, mais aussi de leurs impacts sociaux, économiques et politiques. Malheureusement, le manque de temps, de formation professionnelle et de ressources pédagogiques fait qu'à peine 22 % des membres du personnel enseignant se sentent soutenus par leur direction pour mener à bien ce travail de sensibilisation.

Plus des deux tiers des Canadiennes et des Canadiens estiment que les efforts et la voix des jeunes peuvent se traduire en action climatique concrète — une opinion particulièrement répandue chez le personnel de l'éducation et les élèves. Toutefois, si les jeunes peuvent

grandement contribuer au changement, la responsabilité de résoudre la crise climatique ne peut reposer sur leurs seules épaules.

De tous les groupes sondés, celui du personnel de l'éducation est le plus susceptible de reconnaître que les changements climatiques représentent un risque pour la population canadienne et le plus enclin à adopter de nouvelles habitudes pour atténuer leurs effets.

Clint Johnston : Enseigner et apprendre malgré les effets des changements climatiques

Les changements climatiques ne représentent plus un problème environnemental abstrait. Leurs impacts sur le personnel enseignant et les élèves en font un enjeu d'éducation publique tangible.

À l'heure actuelle, la plupart des provinces et territoires disposent d'une réglementation fixant le seuil minimal de température en deçà duquel une salle de classe n'est plus jugée sécuritaire — mais aucune réglementation équivalente n'existe pour la température maximale.

Les Canadiennes et Canadiens ont conscience du problème. Notre sondage mené avec Abacus Data en septembre 2025 le confirme : 67 % de la population canadienne souhaite l'établissement d'une température maximale pour les classes de la maternelle à la 12^e année.

C'est notre devoir d'offrir aux élèves et au personnel scolaire un environnement sécuritaire propice à la santé et au bien-être.

Sarah Lowes : La réalité du terrain et la négociation écoresponsable

Le personnel enseignant fait face à un double défi : gérer les perturbations causées par les conditions météorologiques extrêmes, tout en soutenant les élèves en difficulté sur le plan émotionnel. L'écoanxiété est en hausse : les élèves ressentent de la peur, de la tristesse, de la colère, et parfois un profond sentiment d'impuissance face à l'avenir. En les aidant à apprivoiser ces émotions, les enseignantes et enseignants assument une charge émotionnelle supplémentaire, qui s'ajoute aux exigences déjà considérables de leur profession.

Le Groupe de travail sur les changements climatiques de la CTF/FCE réunit des membres du personnel de l'éducation de partout au pays pour faire avancer l'action climatique en éducation. Il a élaboré un guide de négociation écoresponsable pour aider le personnel enseignant à inscrire les changements climatiques comme enjeu de santé et de sécurité dans les conventions collectives, notamment en établissant une température maximale pour les salles de classe.

L'équité et la justice climatique en éducation sont indissociables. La crise climatique est un enjeu lié aux droits de la personne qui touche de façon disproportionnée les communautés marginalisées, en particulier les communautés autochtones qui n'ont pas accès à l'eau potable. L'action climatique en éducation doit fonctionner pour tout le monde, sans quoi elle sera vouée à l'échec. La négociation collective peut nous aider à répondre aux changements climatiques d'une façon qui est juste, inclusive et ancrée dans les réalités locales.

Selina Pellerin : De la sensibilisation à l'action — Campagne « Keep Cool, Keep Learning » de la PEITF

Après les températures record de juin 2021, la Prince Edward Island Teachers' Federation (PEITF) a milité pendant cinq ans pour la mise en place de mesures de protection contre la chaleur dans les écoles. Il en allait de la santé et de la sécurité au travail du personnel de l'éducation.

Malgré des efforts de collaboration soutenus impliquant les conseils scolaires, la Commission des accidents du travail, la Fédération canadienne des associations foyer-école et le ministère de la Santé, la PEITF n'a réalisé presque aucun progrès jusqu'au lancement de sa campagne « Keep Cool, Keep Learning » au printemps 2025. La PEITF a invité ses membres à utiliser des hygromètres pour mesurer la température et le taux d'humidité dans leurs salles de classe et à diffuser ces mesures sur les réseaux sociaux. La PEITF avait préalablement rencontré le ministre et la sous-ministre de l'Éducation pour les informer de sa démarche. Au bout d'à peine quatre jours, la sous-ministre s'est engagée à fournir des ventilateurs pour toutes les salles de classe, ce qui prouve que la pression du public et la sensibilisation des parents peuvent efficacement faire avancer des dossiers qui semblent être bloqués.

Les changements climatiques feront de la chaleur extrême un défi permanent nécessitant des mesures d'atténuation et d'adaptation ainsi que des investissements systémiques. Pour cette raison, la PEITF continue de revendiquer l'élaboration de politiques à court terme, la création de zones climatisées dans toutes les écoles d'ici 2028, et la climatisation complète de l'ensemble des écoles d'ici 2035.

Veuillez noter que ce texte a été préparé avec l'aide de l'outil d'IA intégré de Descript. L'auteure a révisé et vérifié l'ensemble du contenu, dont elle assume l'entière responsabilité.